

Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP)

Les Etats qui concluent le présent Traité, ci-après dénommés les «Parties au Traité»
Considérant les dévastations qu'une guerre nucléaire ferait subir à l'humanité entière et la nécessité qui en résulte de ne ménager aucun effort pour écarter le risque d'une telle guerre et de prendre des mesures en vue de sauvegarder la sécurité des peuples,

Persuadés que la prolifération des armes nucléaires augmenterait considérablement le risque de guerre nucléaire,

En conformité avec les résolutions de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies demandant la conclusion d'un accord sur la prévention d'une plus grande dissémination des armes nucléaires,

S'engageant à coopérer en vue de faciliter l'application des garanties de l'Agence

l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau ont, dans le préambule du dit Traité, exprimé leur détermination de chercher à assurer l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires à tout jamais et de poursuivre les négociations à cette

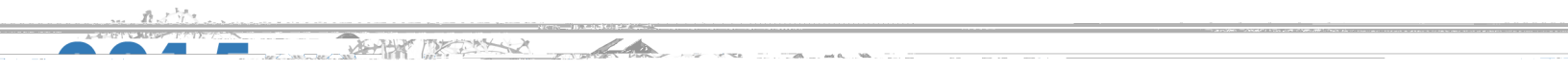
À Q
'pVLUHX[GH SURPRXYRLU OD GpWHQWH LQWHUQDWLRQDOH H
HQUWH eWDWV DÀQ GH IDFLOLWHU OD FHVVDWLRQ GH OD IDEU
de tous les stocks existants desdites armes, et l'élimination des armes nucléaires et leurs vecteurs des arsenaux nationaux en vertu d'un traité sur le désarmement général et
FRPSOHW VRXV XQ FRQWU{OH LQWHUQDWLRQDO VWULFW HW H

Rappelant que, conformément à la Charte des Nations Unies, les États doivent s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies, et qu'il faut favoriser l'établissement et le maintien de la paix et de la sécurité internationales en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Tout État doté d'armes nucléaires qui est Partie au Traité s'engage à ne transférer à qui que ce soit, ni directement ni indirectement, des armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs, ou le contrôle de telles armes ou de tels dispositifs explosifs ; et à n'aider, n'encourager ni inciter d'aucune façon un État non doté d'armes nucléaires, quel qu'il soit, à fabriquer ou acquérir de quelque autre manière des armes nucléaires



SURGXFWLRQ HW XWLOLVDWLRQ GH O·pQHUJLH QXFOPDLUH D
et conformément aux dispositions des articles I et II du présent Traité.

2. Toutes les Parties au Traité s'engagent à faciliter un échange aussi large que
SRVVLEOH G·pTXLSHPHQW GH PDWLqUHV HW GH UHQV
WHFKQRORJLTXHV HQ YXH GHV XWLOLVDWLRQV GH O·pQHUJLH
ont le droit d'y participer. Les Parties au Traité en mesure de le faire devront aussi
coopérer en contribuant, à titre individuel ou conjointement avec d'autres États ou
des organisations internationales, au développement plus poussé des applications
GH O·pQHUJLH QXFOPDLUH j GHV ÀQV SDFLÀTXHV HQ SDUW
non dotés d'armes nucléaires qui sont Parties au Traité, compte dûment tenu des
besoins des régions du monde qui sont en voie de développement.

Article V

Chaque Partie au Traité s'engage à prendre des mesures appropriées pour assurer que,
conformément au présent Traité, sous une surveillance internationale appropriée et par
la voie de procédures internationales appropriées, les avantages pouvant découler des
DSSOLFDWLRQV SDFLÀTXHV TXHOOHV TX·HOOHV VRLHQW GHV
sur une base non discriminatoire aux États non dotés d'armes nucléaires qui sont Parties
au Traité, et que le coût pour lesdites Parties des dispositifs explosifs utilisés soit aussi réduit
que possible et ne comporte pas de frais pour la recherche et la mise au point. Les États
non dotés d'armes nucléaires qui sont Parties au Traité seront en mesure d'obtenir des
avantages de cette nature, conformément à un accord international spécial ou à des
accords internationaux spéciaux, par l'entremise d'un organisme international approprié
où les États non dotés d'armes nucléaires seront représentés de manière adéquate. Des
négociations à ce sujet commenceront le plus tôt possible après l'entrée en vigueur du
Traité. Les États non dotés d'armes nucléaires qui sont Parties au Traité pourront aussi, s'ils
le souhaitent, obtenir ces avantages en vertu d'accords bilatéraux.

Article VI

Chacune des Parties au Traité s'engage à poursuivre de bonne foi des négociations sur
GHV PHVXUHV HIÀFDFHV UHODWLYHV j OD FHVVDWLRQ GH OD
une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement
JpQpUDO HW FRPSOHV VRXV XQ FRQWU{OH LWUP°ð€0ÀRVQ GH

Article VIII

1. Toute Partie au Traité peut proposer des amendements au présent Traité. Le texte de tout amendement proposé sera soumis aux gouvernements dépositaires qui le communiqueront à toutes les Parties au Traité. Si un tiers des Parties au Traité ou davantage en font alors la demande, les gouvernements dépositaires convoqueront une conférence à laquelle ils inviteront toutes les Parties au Traité pour étudier cet amendement.
 2. Tout amendement au Présent Traité devra être approuvé à la majorité des voix de toutes les Parties au Traité, y compris les voix de tous les États dotés d'armes nucléaires qui sont Parties au Traité et de toutes les autres parties qui, à la date de la communication de l'amendement, sont membres du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique. L'amendement entrera en vigueur à
- O · p J D U G G H W R X W H 3 D U W L H T X L G p S R V H U D V R Q L Q V W U X P H Q

gouvernements sont désignés comme dépositaires du Traité, et par quarante autres